

May 30, 2001

From: Derek R. Stack, CEN National Caucus Coordinator

E-mail: [derek@cen-rce.org](mailto:derek@cen-rce.org) Website: [www.cen-rce.org](http://www.cen-rce.org)

## **HERE IS A REAL OPPORTUNITY TO HAVE BIOTECH ISSUES DEBATED IN THE HOUSE OF COMMONS!**

PLEASE DISTRIBUTE WIDELY!

GROUPS CAN ENDORSE BY EMAIL to: <[derek@cen-rce.org](mailto:derek@cen-rce.org)>

with subject heading: "org name endorse Bill C-287".

### **DEADLINE JUNE 5**

\*\*\*\*\*

## **VOICI UNE CHANCE INOUIE D'ASSURER QU'IL Y AIT UN DÉBAT DANS LA CHAMBRES DES COMMUNES AU SUJET D' ÉTIQUETAGE DES OGM !**

VEUILLEZ DISTRIBUEZ LE PLUS POSSIBLE!

VOTRE GROUPE PEUT APPUYER EN ENVOYANT UN COURRIEL À: <[derek@cen-rce.org](mailto:derek@cen-rce.org)>

sujet: "nom du groupe appuie C-287".

### **DATE LIMITE LE 5 JUIN**

(FRANÇAIS SUIT)

\*\*\*\*\*

Dear Members of the House of Commons,

We, the undersigned, strongly support Bill C-287, which would implement the mandatory labelling of genetically engineered (GE) food. First, we urge you to support and vote in favour of referring Bill C-287 to the Health Committee. Second, we urge you to support and vote for the substance of Bill C-287. There are five principle reasons why this bill deserves your support:

- 1) Referring this bill to committee is an essential step towards a full parliamentary debate on the subject of this bill.
- 2) Canadians want to know which foods are genetically engineered. Top of mind awareness of this issue for Canadians rose from 35 per cent in 1999 to 70 per cent in 2000. Independent and government polls from 1995-2000 have consistently shown that more than 90 per cent of Canadians want GE food labelled.

3) The bill would give consumers the right to know what kind of food they are eating and provide Canadians with the right to choose. We currently label frozen orange juice as distinct from freshly squeezed. In that same spirit we must label GE food that has been genetically engineered. Canada has a regulatory precedent for mandatory labelling. The Royal Society of Canada stated that "Pre-packaged foods containing more than 10% of irradiated ingredients must list every such ingredient on the label, preceded by the statement "irradiated" (Food and Drug Regulation Section B.01.035.6). Thus, the argument that there is no precedent for process-based labelling in Canada is not accurate." (Royal Society of Canada Report, 2001, p.223)

4) Mandatory labelling is rapidly becoming a global standard. Japan, China, Hong Kong, the United Kingdom and 14 other EU nations, Australia/New Zealand, Indonesia, and South Korea have all implemented, or are implementing, mandatory labelling. More than 30 countries around the world have taken action on labelling GE food products and imports, with half of these decisions occurring within the last year. In addition, the CODEX Commission of the United Nations is developing international standards for labelling GE food. Recently, Canada signed the Biosafety Protocol that also calls for a mandatory labelling system for international trade. Canada is rapidly falling behind in the race to label GE food, with potentially devastating impacts on our export markets.

5) The federal government commissioned an independent panel of scientific experts organized by the Royal Society of Canada (RSC) to look at our system of regulating food biotechnology. Their report outlined many inadequacies of the Canadian regulatory regime and made 53 recommendations for overhauling our system. Some commentators have suggested that the report calls only for voluntary labelling, but this ignores the fact that the RSC also said "that these conclusions are premised upon the assumption that the other recommendations of this Report concerning the conditions for the effective assessment and management of the risks of GM organisms are fully implemented by the regulatory agencies." (RSC, p.225). The government has not enacted any of the 53 recommendations and has made no commitment to do so. In this context, immediate mandatory labelling is the responsible option.

6) The government's Committee on Voluntary Labelling of Foods Obtained or Not Obtained Through Genetic Modification has been boycotted by 28 non-governmental organizations (NGOs) since it began in November 1999. NGOs argue that the panel should be discussing mandatory labelling. In addition, the approach of the committee is to put responsibility for labelling on companies producing non-GE food, not those using GE food. This panel has spent a year and a half avoiding the real issue and has no completion date scheduled. NGOs' fears of a bias on the committee were confirmed last year when the panel's former chair, Lee-Ann Murphy, left her position to become a public relations officer for the biotechnology company Monsanto.

In light of these concerns, we urge you vote in support of this bill as well as the process of debating its merits. If you would like more information on existing mandatory labelling requirements from other countries, please contact one of our organizations at your convenience.

Sincerely,

POUR FAIRE AJOUTER LE NOM DE VOTRE ORGANISME À LA DÉCLARATION CI-DESSOUS,

VEUILLEZ CONTACTEZ DEREK STACK : [derek@cen-rce.org](mailto:derek@cen-rce.org)

LES INDIVIDUS PEUVENT SIGNER À TITRE PERSONEL, LA PÉTITION PARLEMENTAIRE.

CE TEXTE N'EST PAS LA VERSION FINALE MAIS NE DEVRAIT PAS ÊTRE MODIFIÉE CONSIDÉRABLEMENT.

Mesdames les députées et messieurs les députés de la Chambre des communes,

Nous soussignés appuyons fermement le projet de loi C-287 prévoyant l'étiquetage obligatoire des aliments génétiquement modifiés (GM). Nous voudrions d'abord vous demander d'approuver le renvoi du projet de loi C-287 pour examen, au Comité sur la Santé. Puis, nous vous recommandons vivement d'appuyer et de voter en faveur de ce projet de loi. Il y a six raisons fondamentales pour lesquelles le projet de loi mérite votre appui :

Le processus démocratique exige, selon nous, de soumettre le projet de loi au Comité, d'autant plus qu'il n'y a pas encore eu de débats à ce sujet à la Chambre des communes.

En outre, la question des aliments transgéniques soulève de profondes inquiétudes au sein du public. En 1999, 35 pour cent des Canadiens disaient être vraiment préoccupés par les OGM, alors que ce pourcentage bondissait à 70 pour cent en l'an 2000.

La loi donnera aux consommateurs le droit de savoir ce qu'ils mangent ainsi que le droit de choisir leurs aliments. De nombreux sondages effectués, de 1995 à l'an 2000, par des organismes gouvernementaux ou indépendants des gouvernements, ont régulièrement démontré que plus de 90 pour cent des Canadiens veulent que les aliments transgéniques soient étiquetés. À l'heure actuelle, nous étiquetons différemment le jus d'orange selon qu'il est congelé ou fraîchement pressé. C'est dans ce même état d'esprit que nous devons étiqueter la nourriture transgénique dont l'ADN a été modifié par un procédé biotechnologique. Dans la réglementation canadienne, il existe déjà

un précédent en faveur de l'étiquetage obligatoire: «même les aliments préemballés contenant plus de 10 % d'ingrédients irradiés doivent comporter une étiquette donnant la liste de ces ingrédients, précédés de la mention irradié. (Règlement sur les aliments et drogues - Article B.01.035.6). Par conséquent, l'argument selon lequel il n'existe au Canada aucun précédent relativement à l'étiquetage d'un processus est erroné.» (Rapport de la Société Royale du Canada, 2001, p.245)

L'étiquetage obligatoire est rapidement en train de devenir la norme à l'échelle internationale. Le Japon, la Chine, Hong-Kong, le Royaume-uni et 14 autres pays de l'Union européenne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Indonésie et la Corée du Sud ont tous instauré l'étiquetage obligatoire ou sont en train de le mettre en place. Plus de 30 pays du monde entier ont posé des gestes en faveur de l'étiquetage des produits GM, y compris sur les importations, la moitié des décisions ayant été prises au cours de la dernière année. En outre, le CODEX est en train d'établir des normes internationales concernant l'étiquetage des aliments transgéniques. De plus, le Canada a récemment signé le Protocole sur la Biosécurité, lequel réclame aussi un système d'étiquetage obligatoire pour le commerce international. Le Canada est de plus en plus à la traîne dans la course à l'étiquetage des aliments GM, ce qui pourrait affecter de façon désastreuse nos exportations.

Le gouvernement fédéral a ordonné la création d'un comité indépendant formé d'experts scientifiques. Le comité, dont la Société Royale du Canada (SRC) est l'organisatrice, devait se pencher sur notre système de réglementation de la biotechnologie alimentaire. Dans son rapport, la SRC a relevé de nombreuses faiblesses affligeant le régime de réglementation canadien, et elle a présenté 53 recommandations visant à améliorer notre système. Certains commentateurs ont laissé entendre que le rapport exige seulement l'étiquetage volontaire. Mais ils semblent ignorer le fait que la SRC a également affirmé que: «ces conclusions reposent sur l'hypothèse que les autres recommandations de ce rapport en ce qui concerne les directives d'évaluation et de gestion efficaces des risques des organismes génétiquement modifiés seront pleinement mises en place par les agences de réglementation.» (SRC , p.247) Pourtant, le gouvernement n'a entériné aucune de ces recommandations et ne s'est pas engagé à le faire. Dans ce contexte, l'étiquetage obligatoire dès maintenant représente la façon responsable d'agir.

Vingt-huit organismes non gouvernementaux (ONG) ont discrédité et boycotté le Comité sur l'étiquetage volontaire des aliments obtenus ou non obtenus par la modification génétique depuis sa création par le gouvernement fédéral en novembre 1999. Les ONG ont soutenu que la composition du comité était biaisée, 80 % de ses membres étant en faveur de l'industrie. Ils considèrent en outre que le Comité aurait dû discuter de l'étiquetage obligatoire. Ajoutons que l'approche retenue par le comité va avoir pour résultat de

faire reposer la responsabilité de l'étiquetage sur les entreprises utilisant des aliments traditionnels ; la responsabilité n'incombera donc pas aux compagnies qui utilisent les nouveaux aliments transgéniques. Le comité en question a déjà pris plus de temps à définir ses normes qu'on ne l'aurait cru. Les craintes des ONG au sujet de l'existence d'un parti-pris ont reçu une confirmation l'année dernière lorsque l'ex-présidente du comité, madame Lee-Ann Murphy, a quitté son poste pour devenir une des responsables des relations publiques pour la compagnie de biotechnologie Monsanto.

Étant donné toutes ces préoccupations, nous vous demandons vivement d'appuyer le projet de loi et le processus d'examen chargé d'en établir les mérites. Si vous désirez plus de renseignements concernant les exigences en matière d'étiquetage obligatoire dans d'autres pays, n'hésitez pas à rejoindre un de nos organismes.

Veillez agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs,

Derek R. Stack  
CEN National Caucus Coordinator  
300-945 Wellington Street  
Ottawa ON K1Y 2X5  
Phone: (613) 728-9810 (22)  
Fax: (613) 728-2963  
E-mail: [derek@cen-rce.org](mailto:derek@cen-rce.org)  
Website: [www.cen-rce.org](http://www.cen-rce.org)